



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2007

Pays : Suède

Correspondant national

Nom Prénom : **WETTERQVIST Olof**

Profession : **Legal Adviser**

Organisation : **Ministry of Justice**

E-mail : **Olof.wetterqvist@justice.ministry.se**

N° Téléphone : **46 8 405 13 29**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

9113357

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat/le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	165988000000
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitants (en €)

35417

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

46948

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

9,0155 SEK

Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

Questions 1-4 Statistics Sweden

(Question 2-4 for 2005)

Question 5: The Swedish Riksbank

(Question 4: The average net annual salary was approximately 21 500 euro.)

Q4 - Q4: As indicated under Q 114 of the questionnaire the employer pay approx 50 % of the gross salary for social expenses and pension schemes directly to the authorities. In the figures of 2004 the social expenses and pension schemes are not included. They are not included in the official statistics of Sweden, but to be able to compare them to the figures in Q 114 (and to countries where you maybe the fee for the pension schemes is not deducted directly from the employer. To compare with 2004 you therefore have to adjust either of the figures.

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

452000000

7) Veuillez préciser**8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:**

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	317860130
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	
Budget public annuel alloué aux frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	<input type="checkbox"/> Oui	
Budget public annuel alloué à la formation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	6705452
Autres (Veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui	

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

Increased from 403 500 000 euro (2002) to 452 000 000 euro (2006).

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

en matière pénale ?

en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

3500000

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

3083500000

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

150764128

14) Si possible, veuillez préciser

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	98341744	27153458

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

134529613

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre ministère	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Parlement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Cour Suprême	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (suite de la question 18):

The Ministry of Finance
 The Swedish National Audit Office
 The National Courts Administration

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires

Question 14: The specification only includes the legal aid that covers the lawyers fees. No specification available concerning legal aid covering e.g. remuneration to witnesses for loss of income and travel expenses.

Question 16: 95 660 000 Euro for the Swedish Prosecution Authority and 38 870 000 euro for the Economic crime bureau.

Veuillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16

Official budgetary data from the Ministry of Justice

2. Accès à la justice

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil juridique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

Journeys and Counsel to the party injured

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

According to section 19 of the Legal Aid Act, Legal Aid covers various court fees related to the execution of judicial decisions

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Se answer above, question 22.

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local:

	Nombre
Total	?
En matière pénale	?
En matière autre que pénale	6 664

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui
 Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?	X		
en matière autre que pénale ?		X	28000 p year

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- Oui
 Non

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe ?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

The benefits according to the Swedish Legal Aid and Advice Act are subsidiary to the private insurance system. An individual who owns an insurance which cover legal expenses shall always use the insurance.

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	oui	non
en matière pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
en matière autre que pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Question 28: The court decides if the case is initiated at the court. If the case has not yet been initiated at a court the decision is made by The Legal Aid Authority

The Legal Aid Act is currently being evaluated by the National Courts Administration. The results of this evaluation will be presented in september 2008. Among other issues the National Courts Administration will examine how private insurances relate to the Legal Aid system and to what extent privat enterprises should be granted Legal Aid.

Veillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26

Question 26: Section 6 of the Legal Aid act

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veillez précisez les adresses Internet) :

- | | | |
|---|---|---|
| aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? | <input checked="" type="checkbox"/> oui | www.lagrummet.se |
| à la jurisprudence des hautes juridictions ? | <input checked="" type="checkbox"/> oui | www.rattsinfosok.dom.se
and
www.hogstodomstolen.se |
| à d'autres documents (par exemple formulaires) ? | <input checked="" type="checkbox"/> oui | www.dom.se |

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

www.brottsoffermyndigheten.se and www.brottsofferportalen.se

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfants/Témoins/Victimes	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes de violence domestique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Minorités ethniques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personnes handicapées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délinquants mineurs	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- un dispositif public ?
 une décision du tribunal ?
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

If the defendant is ordered by the court to pay compensation (damages) to the victim and the defendant lacks assets the victim may be compensated by The Crime Victim Compensation and Support Authority.

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
 Non

si oui, veuillez préciser :

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

When a private claim is based upon an offence subject to public prosecution, the prosecutor, upon request of the aggrieved person, shall also prepare and present the aggrieved person's action in conjunction with the prosecution, provided that no major inconvenience will result and that the claim is not manifestly devoid of merit.

During the inquiry of an offence, if the investigation leader or the prosecutor finds that a private claim may be based upon the offence, he shall, if possible, notify the aggrieved person in sufficient time prior to the institution of the prosecution.

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

It is possible to request a retrial of a prosecutor's ruling concerning, for example, a discontinued preliminary investigation or a decision not to bring charges. If a request for a retrial is received by a public prosecution office, first of all the prosecutor who made the ruling shall decide whether or not any new circumstances have come to light in the matter. If new circumstances are cited, the prosecutor reconsiders his/her decision. If

not, the case will be reviewed by a Director of Public Prosecution. The decision of the Director of Public Prosecution can be reviewed by Prosecutor-General.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
- non exécution des décisions de justice?
- arrestation injustifiée ?
- condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

Financial compensation for a wrongful arrest/wrongful condemnation can be received for suffering, loss of income and expenses. Suffering is normally compensated with approximately 80-110 euro per day, but the amount can - depending on the circumstances in the case - be lower or, in extraordinary cases, much higher. Compensation can be awarded by the Chancellor of Justice or decided court.

Damages for excessive length of proceedings is awarded by national courts and the Chancellor of Justice according to the case-law of the European Court of Human Rights.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

The National Courts Administration

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Enquêtes au niveau des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?

- Oui
 Non

44) Si oui, veuillez préciser :

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instance supérieure	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

The Parliamentary Ombudsmen (Riksdagens ombudsmän - JO) and the Chancellor of Justice (Justitiekanslern - JK) exercise control inter alia over the conduct of proceedings before public authorities, including e.g. the police, the prosecutors and the courts. Where appropriate the Ombudsmen and The Chancellor of Justice may criticise e.g. an authority's delay in deciding a matter before it. However, the Ombudsmen and the Chancellor of Justice have no power to directly order a public authority to conclude proceedings within a certain time-period. It is also possible to make complaint about the performance or the functioning of a judge directly to the president of the court concerned.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	76
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	11
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	135

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

The Labour Court (1)
 The Market Court (1)
 The Court of Patent Appeals (1)
 Rent and Leasehold Tribunals (8)

Of the Swedish districts courts, 25 are also land courts, 5 are also environmental courts and 7 are also maritime law courts. Svea Court of Appeal is also the Environmental Court of Appeal.

Three of the Swedish county administrative courts are also migration courts and the Administrative Court of Appeal in Stockholm is also the Migration Court of Appeal.

A lot of the Swedish Administrative courts are specialized. This fact depends on the design of the rules for their jurisdiction.

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

A reduction of the number of administrative courts is probable (Today there are 23 administrative courts.)

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance	53
un licenciement	53
un vol avec violence	53

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

A claim that concerns less than 2 235 Euro.

Veillez indiquer les sources pour la question 45

Annual report of the National Courts Administration

3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

1270

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	
si possible, donnée en équivalent temps plein	

51) Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Question 49: Of the professional judges 966 are professional regular judges, the rest are assistant or associate judges (see further information under question 99). Approximately 300 assistant judges that exclusively work with preparing cases for the regular judges are excluded. (This category of judges were included in the figures of the 2004-2006 evaluation).

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

8500

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

- Oui
 Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Only Press libel/Freedom of speech cases include trial by jury.

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

3251

56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:

personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours Oui

personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers Oui

personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation) Oui

personnels techniques Oui

Veuillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55

The National Courts Administration, Annual report

3. 1. 3. Procureurs

57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

905

58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

Q59: in Sweden the prosecution service is divided into the Swedish Prosecution Authority and the Economic Crime Bureau (EBM). It seems as if police investigators and auditors employed at the EBM have been included in the figures of 2004 but not in those of 2006. To be comparable the figure of 2006 should be increased from 430 to approximately 630 (which means that the sum is about the same as for 2004).

59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

668

Veillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59

The Swedish Prosecution Authority and the Economic crime bureau

Q59: In Sweden the prosecution service is divided into the Swedish prosecution authority and the Economic Crime bureau. It seems as if policeinvestigators and auditors employed att the Economic Crime Bureau have been included in the figures of 2004 but not of 2006. To be compares the figure of 2006 should be increased to approximately 630 (which means that the sum is about the same as for 2004).

3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies

60) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Président du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Directeur administratif du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Greffier en chef	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Base de données électronique pour la jurisprudence	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dossiers				

électroniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
E-mail	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connexion internet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information sur la gestion du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information financière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Site internet spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres moyens de communication électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent)

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64

The Swedish National Courts Administration, 551 81 JÖNKÖPING

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- Oui
 Non

67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- le nombre de nouvelles affaires ?
 le nombre de décisions rendues ?
 le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
 la durée des procédures (délais)?
 autre?

Veillez préciser:

The number of cases involving an interpreter and the number of divorce cases can be found.

68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

- Oui
 Non

Veillez préciser

Filed, determined, backlog and age structure

69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?

- Oui
 Non

70) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.

- Nouvelles affaires
- Durée des procédures (délais)
- Affaires terminées
- Affaires pendantes et stocks d'affaires
- Productivité des juges et des personnels des tribunaux
- Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
- Exécution des décisions pénales
- Satisfaction du personnel des tribunaux
- Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
- Coûts des procédures judiciaires
- Autre

Veuillez préciser:

71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?

- Oui
- Non

72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?

- Oui
- Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)
- autre

Veuillez préciser

The government set the general targets for the courts every year. The detailed targets are set after a discussion between the courts presidents and The National Courts administration. The Supreme Court and the Supreme Administrative Court set their own targets.

74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

Average length of proceedings for different types of cases.

75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :

- le Conseil supérieur de la Magistrature
- le Ministère de la Justice
- un organe d'inspection
- la Cour Suprême
- un organe d'audit extérieur
- autre?

Autre, veuillez préciser :

76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
- Non

78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
- en matière pénale ?
- en matière administrative ?

79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- Oui
- Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

statistics concerning e.g. number of incoming cases, number of decisions by prosecutor, length of investigations, percentage of cases charged/dropped,

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux**

Veillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76

70: Ministry of Justice

71, 72 and 76: The Swedish National Courts Administration, 551 81 JÖNKÖPING

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)

83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	0	1	2	0
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)	0	0	0	0
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	0	12	0	0

Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84

Question 84: The Ministry of Foreign affairs

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile ?

en matière pénale ?

en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

86) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

E.g. agreements that a civil case should be decided upon by a single judge, timeframes for the parties (lawyers) in civil cases when to submit conclusions and written evidence.

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles,	36 721	64 264	65 212	35 773

commerciales et administratives(1-7)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	16 752	32 514	31 501	17 765
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	19 969	31 750	33 711	18 008
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives*	44 231	103 784	104 647	45 094
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	27 391	71 426	72 604	28 569
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

89) * Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.

**** s'il y a lieu**

Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".

Explication

90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	17 309	37 870		16 224
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	1 465	2 605		1 471
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives	14 277	24 087		13 184
7 Autres	1 567	11 178		1 569
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	3 684	8 767		3 603
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);

(veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	7 871	11 796	10 813	8 854
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	223	558	581	200
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives	6 795	8 071	6 967	7 899
7 Autres	853	3 167	3 265	755
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	255	1 524	1 583	196
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces	13 002	25 953	25 953	13 002
Licenciements				
Vols avec violence				
Homicides volontaires				

93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance	2ème instance	Total de la procédure
Divorces			183 days		
Licenciements					
Vols avec violence					
Homicides volontaires					

94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:

If neither of the spouses live together with their own children and they have jointly applied for a divorce, the district court may issue a judgment as soon as possible. If the spouses wish, they can have a period for reconsideration before the judgment is made. The period for reconsideration is always at least six months and at most one year. If the spouses still want to get divorced when the six months have expired, they must give notice of this to the district court (so-called completion). This notification must be received by the district court after the six months have expired. If the notification for completion is not received by the district court within one year, the matter will be written off.

If the spouses have children living at home (their own, the wife's/husband's or common children), or if one of the spouses does not wish to get divorced, it will always be a period for reconsideration.

If the spouses have lived apart for more than two years they can have a divorce directly, even if they have children or if one of the spouses doesn't agree on getting divorced. In that event the husband or wife should enclose a certificate of separate living.

95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)

Average length of proceedings in divorce cases calculated from the date when the application of summons is received by the court until the date of the judgment.

96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- faire des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser:

97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

In Sweden the public prosecutor's main role is to prosecute criminal cases. But the public prosecutor also has a role in some other cases beyond the criminal law field. For instance, if a victim of a crime wants to bring an action for damages against the defendant, the principal rule is that the prosecutor has to plead the case of the victim in connection with the prosecution. The prosecutor is only qualified to bring the victim's action for damages to the court if it is done in connection with the prosecution. If the court separates the action for damages from the prosecution the prosecutor is no longer qualified to handle the action for damages.

98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	201274				51689	189546

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

90-91: The figures on civil cases include both litigious and non-litigious cases.

98: In (approx) 140 000 cases the public prosecutors have decided not to initiate investigations or to discontinue investigations. In 29 370 cases the prosecutors have decided not to charge after finishing the investigations.

Veuillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98

92-94: National Courts Administration

98: Swedish Prosecution Authority and Economic crime bureau

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

Judges are appointed by the Government under an applications procedure. The system does not apply to the highest judicial offices. Judges are appointed essentially on the basis of ability and suitability for the profession. In making its choices the Government is assisted by a special judicial appointments commission. The commission's main function is to make recommendations to the Government for the filling of appointments.

In Sweden would-be judges usually train specifically for the profession. Persons trained as judges make up the main base for recruitment of professional judges. Such training is however not required. Anyone with a legal qualification, e.g. a prosecutor or a lawyer, may apply for a post as judge.

In order to be accepted for training the prospective trainee must have both a bachelor of laws degree and a qualification as a court clerk, that is to say must have worked for two years as a clerk at a district court or county administrative court. A person accepted for training as a judge is employed as a reporting clerk at a court of appeal, general or administrative, on six months' probation. (The courts of appeal decide themselves who they employ as reporting clerks.) If his or her performance over the probationary period is approved, the trainee is employed as a reporting clerk at the court of appeal on conditional tenure. After at least one year in that capacity, the trainee serves as an assistant judge at a district court or county administrative court for another two years. These assistant judges are judges of the court and deal with business in the same way as the regular judges.

In the final stage of training, the assistant judge returns to the general or administrative court of appeal to serve as a judge for at least a year. Once that period of service has been successfully completed, he or she is designated an associate judge of the ordinary or administrative courts of appeal, and the traineeship ends.

Associate judges who wish to be appointed as regular judges normally work outside the judiciary for a number of years after completing their training, in order to acquire varied experience and to improve their ability to compete for a post as a regular judge.

100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges ?
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges ?

101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :
Se answer under question 99.

102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)

Judges can normally only be promoted by applying for a position as a promoted judge, e.g. president of a district court, when it is vacant. (The promotion is thus decided by the Government upon application.). The commission mentioned under question 99 give a recommendation.

However, the judges of the Supreme Court and the Supreme Administrative court as well as the presidents of the Courts of appeal are appointed by the government without any application from the appointed.

103) Comment sont recrutés les procureurs ?

Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)

Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)

Une combinaison des deux

Autres

Si autres, veuillez préciser :

To become a prosecutor you must have a Swedish Bachelor of Laws degree and have undergone a Swedish court clerk merit rating.

104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :

une instance composée seulement de procureurs ?

une instance composée de seulement de non procureurs?

une instance composée de procureurs et de non procureurs?

105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
 Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

*Specialist prosecutors and head prosecutors are appointed by the authority after a consultative proceeding in a special board.

106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)

Promotions are made after an individual reasoning of the qualifications and personal skills of the prosecutors applying for promotion.

107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

**109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?
Est-il renouvelable ?**

pour les juges

oui, veuillez
préciser la
durée

pour les procureurs

oui, veuillez
préciser la
durée

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

110) Nature de la formation des juges.

Est-elle obligatoire?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

111) Fréquence de la formation des juges :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécialisées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

112) Nature de la formation des procureurs.

Est-elle obligatoire?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

113) Fréquence de la formation des procureurs :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue spécialisée	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Initial training, specialised inservice training and In-service training for the use of computer facilities are compulsory.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	96 500	38 000
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	152 000	53 000
Procureur au début de sa carrière	64 500	29 500
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	143 500	50 000

115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Logement de fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre avantage financier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

116) Si autre avantage financier, veuillez précisez :

117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

118) Si autre fonction, veuillez préciser

119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

120) Si autre fonction, veuillez préciser :

121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer la source pour la question 114

The Swedish Prosecution Authority and the National Courts Administration

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser :

The Swedish Prosecution Authority (the Prosecutor-General), the presidents of the courts, the Ombudsmen of Justice and the Chancellor of Justice

123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

The National Disciplinary Offence Board

124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de procédures disciplinaires intentées

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	3	0
1. Faute déontologique	0	0
2. Délit pénal	0	0
3. Insuffisance professionnelle	3	0
4. Autre	0	0

125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de sanctions prononcées

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	3	0
1. Réprimande	3	0
2. Suspension	0	0
3. Révocation	0	0
4. Amende	0	0
5. Diminution de salaire temporaire	0	0
6. Rétrogradation de poste	0	0
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	0	0
8. Démission	0	0
9. Autre	0	0

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Question 114: The salary of "first instance professional judge" is the salary of a regular permanent (professional) judge (se question 99).

(When calculating the gross annual salary, social expenses and pension schemes are included with 54 % of the sum of the net salary and the taxdeduction. Social expenses and pension schemes were not included in the figures of the 2004-2006 evaluation round.)

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

4427

127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui
 Non

128) Nombre de conseillers juridiques

129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

- Affaires civiles*
 Affaires pénales - Défendeur*
 Affaires pénales - Victime*
 Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

There is no monopoly of representation. Members of family, trade unions, NGO:s and others are examples of organisations or persons which may represent a client before a court in civil cases, criminal cases (both defendant and victim) and administrative cases.

130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
 un barreau régional ?
 un barreau local ?

Veuillez préciser :

There is only one, nation-wide bar association in Sweden. The Bar Association and its members are divided into seven geographical sections, but members are admitted

directly by the national board of the bar association.

Veillez indiquer la source pour la question 126

The Swedish Bar Association's Annual Report 2006

6. 1. 2. Formation

131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- oui
- Non

133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

6. 1. 3. Honoraires

134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- Oui
- Non

135) Les honoraires des avocats sont-ils :

- réglementés par la loi ?
- réglementés par le Barreau ?
- librement négociés ?

6. 2. Evaluation**6. 2. 1. Plaintes et sanctions****136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

- Oui
- Non

137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
- le législateur ?
- autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

The board of the Swedish Bar Association lays down the Code of Conduct of the association. The Code of Conduct should be adhered to by members according to law (the Swedish Code of Judicial Procedure).

138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat ?
- le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

A person or body who is not satisfied with the performance or conduct of a member of the Swedish Bar Association may file a complaint with the association. The Disciplinary Committee of the Swedish Bar Association receives the complaint. Eight members of the Disciplinary Committee are appointed by the Bar Association's general assembly, three members are appointed by the Swedish Government. A person who is not satisfied with the fee charged by a member of the Swedish Bar Association may contact the lawyer and discuss the matter. If an agreement on the fee can not be reached, the matter may be settled by legal action in a court of law.

139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :

- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

The disciplinary procedure is conducted by Disciplinary Committee of the Swedish Bar Association. Eight members of the Disciplinary Committee are appointed by the Bar Association's general assembly, three members are appointed by the Swedish Government as representatives of the public. The Board of the Bar Association may instigate a disciplinary matter against a lawyer, referring it to the Disciplinary Committee. If a complaint against a lawyer is made by a person or body not concerned by the matter in question, the Board decides whether to refer the matter to the Disciplinary Committee or to close the matter. A disbarred member may appeal to the Supreme Court. The Chancellor of Justice may appeal against Disciplinary Committee decision to the Supreme Court, he may also request that the committee should implement disciplinary measures against a negligent member.

140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats:**Procédures disciplinaires initiées**

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel				

141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :**Types de sanctions prononcées**

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	82	0	1	2	

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

126: (as per 31.12.2006) The figure stated includes only members of the Swedish Bar Association. There are no formal requirements for practising law in Sweden or for appearing before courts.

127: The figure stated includes only members of the Swedish Bar Association, there are no formal requirements, however, for representing clients in court in Sweden. The figure does not include trainees or other assistant lawyers employed in members' law firms.

128: No data available

131: This applies to members of the Swedish Bar Association. There are no formal requirements for practising law in Sweden.

132: This applies to members of the Swedish Bar Association. There are no formal requirements for practising law in Sweden.

135: When legal aid has been granted the normal fee (per hour) is fixed (decided annually). Court appointed public defence counsels, aggrieved party counsels and legal aid counsels are not allowed to demand or receive further remuneration from the clients than the fee decided by the court in accordance with the relevant law

140: The total number of disciplinary matters instigated in 2006 was 516. No detailed data about the different

reasons available.

141: These figures comprises all disciplinary matters of 2006, whether the complaint was filed by a private person, another lawyer, a judge or another official, a court or another public body, or was instigated by the Board of the Bar Association.

7. Modes alternatifs de règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires familiales (ex: divorces)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Licenciements	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires pénales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

If a party is entitled to legal aid, the remuneration to the mediator is covered by the legal aid.

144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?

Oui

Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :

les affaires civiles ?

oui,
nombre :

les affaires familiales ?

oui,
nombre :

les affaires administratives ?

oui,
nombre :

les affaires de licenciements ? oui,
nombre :

les affaires pénales ? oui,
nombre :

Veillez indiquer la source pour la question 145

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :

ADR in Sweden

Besides mediation, conciliation is widely used in court cases. In addition, there are various extrajudicial procedures. Some of them are statutory, whilst others are founded on agreements between two or more private bodies/persons.

Conciliation in judicial proceedings

When the court has issued a summons in a civil case, oral or written preparatory proceedings must take place. One of the aims of the preparatory proceedings is to clarify whether there are prospects for conciliation. If conciliation is permitted in the case, the court must endeavour to ensure that the parties are reconciled where appropriate, having regard to the nature of the case and other circumstances. It is therefore the court which, if it deems it appropriate, takes the initiative for conciliation talks between the parties. The presiding judge in the case chairs the conciliation talks. The conciliation procedure is not required to take any specific form, nor is it mandatory. The parties can therefore declare that they are not interested in holding conciliation talks without suffering any repercussions. If the conciliation talks do not lead to a settlement between the parties, the judicial proceedings continue as normal. The judge who takes part in conciliation must ensure that he or she is impartial throughout the procedure.

Statutory proceedings

Perhaps the most important statutory proceeding takes place at the National Board for Consumer Complaints. The National Board only examines disputes between businesses and consumers at the request of the consumer. The procedure, which also covers cross-border disputes, is written and free of charge to the parties. Decisions by the National Board for Consumer Complaints take the form of recommendations to the parties on the way in which their dispute should be resolved and cannot be enforced compulsorily. However, many traders have, through their branch organisations, undertaken to follow the Board's decisions. The procedure is free of charge for the parties.

Non-statutory proceedings

In several sectors, private initiatives have set up special boards. This is very common in the insurance sector, for example. The fields of activity of the various boards may vary somewhat, but in general it can be said that their function is often to work towards a flexible and impartial resolution of disputes between, for instance, an insurance company and a policyholder. Several boards in the insurance sector also have the task of working towards the uniform resolution of insurance cases, which reduces the number of disputes that arise. The boards have been formed primarily under agreements between different companies, but are fully independent of their instigators. The boards concentrate mainly on disputes between businesses and consumers. Larger insurance companies often also have their own customer ombudsmen, who policyholders may contact if they are not satisfied with the company's decision on the settlement of a claim. The customer ombudsman is appointed by the company, but performs his duties independently of it. The procedure is written, except in a few exceptional cases. The private dispute resolution procedures are mostly free of charge, even though a small application or registration fee is levied in a few exceptional cases. Decisions primarily take the form of recommendations, which cannot be enforced compulsorily. In some cases, however, a business may give a prior undertaking to its trade organisation to comply with the recommendations.

There are also different private bodies that offer dispute resolution. One such body is the Stockholm Chamber of Commerce Mediation Institute. The Mediation Institute offers dispute resolution to parties that do not wish to engage in formal arbitration proceedings. The salient features of the SCC Mediation Rules are the following:

- A sole mediator is appointed, unless otherwise agreed by the parties. The mediator may be appointed by the parties jointly, or by the SCC Mediation Institute.
- The time limit for the mediation is two months, unless otherwise agreed by the parties.
- After having reached a settlement agreement, the parties may agree to appoint the mediator as arbitrator in

order to enable him to confirm the settlement agreement in an arbitral award.

Family disputes

For parents who find themselves in dispute with one another, there are two alternatives to judicial proceedings: cooperation discussions and family counselling. Family counselling is also an option for couples without children.

Cooperation discussions are discussions chaired by experts, the aim of which is for the parents to reach agreement on the custody of their children, the children's residence and access to the children. The goal of the discussions is therefore compromise solutions. But even if this aim cannot be achieved, the parents may gain greater understanding of one another's viewpoints as a result of the discussions and may learn to handle their conflicts in a way that does not cause suffering for their children. All municipalities in Sweden offer cooperation discussions. If a court action on custody, residence and access has already been brought, the court can take the initiative to hold cooperation discussions. The discussions are free of charge. If the parents concur, they can make an agreement on custody, residence and access. If the agreement is in written form and approved by the Social Welfare Board, it has the same effect as a court judgment. This implies, among other things, that the agreement is enforceable.

Family counselling consists of discussions with a view to dealing with cohabitation conflicts in couples and families. The discussions can take place before, during or after a separation. If there are children, family counselling can help to abate conflicts so that parents are able to work together as parents after the separation. Contact with family counselling is voluntary and is made on the couple's own initiative. Family counselling sessions have particularly strict confidentiality rules. Anyone who so wishes can contact the family counselling service anonymously. All municipalities are required by law to offer family counselling either through the municipality itself or through other suitable professional counsellors. Family counsellors are qualified social workers with advanced training in relational matters. Those who wish to contact the family counselling office can contact the municipality. The municipality is entitled to levy a charge for family counselling. Family counseling is also provided by bodies like church associations.

Activities at regional rental and tenancy tribunals

The regional rental and tenancy tribunal can mediate in all rental disputes and disputes involving tenant-owners that occur. Normally, the regional rental or tenancy tribunal makes a proposal for an agreement if the parties themselves fail to reach a settlement in a meeting at the tribunal. Mediation is obligatory in certain cases. The regional rental or tenancy tribunal can issue an opinion in the course of the mediation, for example on market rents for premises. Such an opinion has presumptive effect in any subsequent compensation dispute. Furthermore, even if mediation is not requested, the regional rental or tenancy tribunal must endeavour to reconcile the parties in disputes which the tribunal must examine in accordance with the division of responsibilities between ordinary courts and regional rental and tenancy tribunals. Lastly, ordinary courts can refer cases that they hear for mediation in regional rental and tenancy tribunals. If mediation is unsuccessful, the court decides the case. The regional rental and tenancy tribunal does not levy any charge on the parties. Each party must bear its own costs. The procedure before the regional rental and tenancy tribunal is public.

Arbitration

In Sweden, it is very common that disputes within commerce and industry are settled by arbitration tribunals. It is also not unusual that parties in commercial relationships which have no link with Sweden at all opt to have their dispute settled by a Swedish arbitration tribunal. The main rule is that the parties can reach an arbitration agreement concerning matters in respect of which they may reach a settlement.

Rules about arbitration proceedings are to be found in the Swedish Arbitration Act. In the first place it is up to the parties to decide the number of arbitrators and the manner in which they shall be appointed. The same applies to the place of arbitration. In case the parties have not agreed on those issues the rules in the Arbitration Act applies. The arbitrators shall handle the dispute in an impartial, practical and speedy manner. They shall act in accordance with the decisions of the parties insofar as there is no impediment to so doing. The arbitrators shall afford the parties, to the extent necessary, an opportunity to present their respective case in writing or orally. Where a party so requests, and provided that the parties have not otherwise agreed, an oral hearing shall be held prior to the determination of an issue referred to the arbitrators for resolution. Where one of the parties, without valid cause, fails to appear at a hearing or otherwise fails to comply with an order of the arbitrators, such failure shall not prevent a continuation of the proceedings and a resolution of the dispute on the basis of the existing materials. The proceedings are not public. The issues which have been referred to the arbitrators shall be decided in an written award. Appeal is not possible, but the award can be wholly or partially set aside upon motion of a party under certain conditions. The parties are jointly and severally liable to pay reasonable compensation to the arbitrators for work and expenses. However, the arbitrators may, upon request by a party and unless otherwise agreed by the parties, order the opposing party to pay compensation for the party's costs and determine the manner in which the compensation to the arbitrators shall be finally allocated between the parties. The Swedish Arbitration Act applies to arbitral proceedings which take place in Sweden notwithstanding that the dispute has an international connection.

Certain arbitration institutes, such as the Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce, may have adopted rules that supplement the Arbitration Act.

Victim-Offender mediation

Victim-offender mediation is for the benefit of both parties, and according to Swedish law (the Mediation Act [lagen 2002:445 om medling med anledning av brott]) its goal is to increase the offender's level of insight into the consequences of the offence, at the same time as the victim is provided with the opportunity to work through his or her experiences. The mediator's role is to help the parties to communicate with one another, and to ensure that a balance is maintained and that neither party is given offence. The Mediation Act constitutes a piece of framework legislation and covers mediation organised by the state or by municipalities. According to the Act, the offence must first have been reported to the police, and the offender must have acknowledged his or her guilt before mediation can be initiated. Participation in mediation is always voluntary for both parties. Mediation does not constitute a penal sanction or an alternative to the regular justice system, but rather plays a complementary role. It is however possible for the prosecutor to take the fact that mediation has taken place into consideration in relation to the prosecution of young offenders.

The mediation projects involve different collaborative partners, such as the police, for example, prosecutors, the social services, other local authorities, schools and victim support agencies. Cases are usually forwarded to mediation projects by the police or the social services. The mediation meeting is normally preceded by one or more preliminary meetings with the victim and the perpetrator by themselves, during which the two parties are prepared for the mediation meeting. At the mediation meeting, the crime is then discussed and the parties are given the opportunity to describe their own version of what happened. The offender, for example, is given the opportunity to explain how the offence came to be committed, what he/she was thinking, and also to offer an apology. The victim is given the opportunity to ask questions of the perpetrator and to describe how he/she has been affected by the crime. The possibility exists for legal guardians or other support persons to be present at both the preliminary meetings and the mediation meeting itself. Certain mediation cases are concluded with an agreement on how the offender may make amends. This may involve some form of economic compensation, compensation in the form of work conducted by the offender, or a contract relating to future behaviour. Of the cases initiated by mediation projects, 74 per cent have been seen through to completion and 40 per cent have been concluded with some form of contractual agreement. The majority of the offenders who have participated in mediation are between fourteen and seventeen years of age. The most common offence types in mediation cases are shoplifting, assault and vandalism. Other common offence types include various categories of theft, threatening behaviour, robberies from shops and muggings. Most commonly, the cases involve an offender who has committed a crime against an individual victim.

Disputes between employees and employers

Employers and employees in a contractual relationship who are in dispute with one another must resolve the dispute by means of negotiation or, as a last resort, through proceedings at the Labour Court. There are no alternative dispute resolution mechanisms for legal disputes of this kind. For certain other disputes, however, mediation may be possible. In Sweden there is therefore a National Mediation Office, whose mediation work is governed by statute. The National Mediation Office provides mediators for disputes between employers and employees over negotiations on wages and general terms of employment or for disputes where a company refuses to sign a collective agreement with a professional organisation. The National Mediation Office can appoint mediators at the request of the parties. The National Mediation Office can also appoint mediators even in the absence of such a request, for example if one of the parties has given notice of a conflict and the National Mediation Office considers that mediators can bring about a successful resolution of the dispute. The procedure is free of charge.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

Regarding the Swedish system concerning ADR, see above.

As regards main reforms, it should be mentioned that an Inquiry has been looking into the possibility to increase the use of court-annexed mediation in Sweden. It delivered its report this spring. In the report it is suggested that mediation replaces conciliation as the main method for reaching settlements within court proceedings. How to proceed with the proposals in the report is still under consideration within the Swedish Government Offices.

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

147) Nombre d'agents d'exécution

800

148) Les agents d'exécution sont-ils :

- des juges ?
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- d'autres agents d'exécutions ?

Veuillez préciser leur statut :

The Enforcement Authority is currently linked to the Swedish Tax Agency for strategic guidance and management in administrative matters. This has been criticized from an impartiality perspective and, by 1 January 2008, the Enforcement Authority will become fully independent from the Tax Agency. However, the two bodies are expected to continue using common resources in the area of IT and other forms of administrative support over a non defined period to come. The answers below are based on the situation as from 1 January 2008.

In the organisation they are both bailiffs and enforcement agents. Most of the field work is carried out by enforcement agents, but the legal quality is ensured by bailiffs. There are approximately 130 bailiffs in the organisation. Just as the enforcement agents, they are employed by the state (the Enforcement Authority). To become a bailiff, you need a law degree, (normally) 2 years court practice and internal training (please see below).

The enforcement agents are not judges or bailiffs. They are employed by the state (the Enforcement Authority). Before starting as an enforcement agent they have to go through both practical (on-the-job) and theoretical training organised by the authority. They must be approved before they can enter the profession of enforcement agent.

149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?

151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

Oui

Non

152) Les frais d'exécution sont-ils :

réglementés par la loi ?

librement négociés ?

Veillez indiquer la source pour la question 147

The Enforcement Authority

8. 1. 2. Supervision

153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

une instance professionnelle ?

le juge ?

le ministère de la Justice ?

le procureur ?

autre ?

Veillez préciser :

There are several authorities entrusted with the supervision and the control of enforcement agents. First of all we have the Parliamentary Commissioner (Ombudsman) for the Judiciary and Civil Administration. Furthermore, the Attorney-general can prosecute the agents e.g. for breach of duty. Requests for damages based on mistakes committed by civil servants are dealt with by the Chancellor of Justice, a high Government official.

Within the Enforcement Authority, there is also a board composed of representatives of the employer as well as the employees' organisations (trade unions), that can decide about disciplinary proceedings (dismissal, reprimand, suspension or deduction from salary). And further, there is an internal follow-up system to find mistakes in the hearing of the case.

155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156

The Enforcement Authority

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? (Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum)

absence de toute exécution ?

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?

manque d'information ?

durée excessive ?

pratiques illégales ?

supervision insuffisante ?

coût excessif ?

autre ?

Veuillez préciser:

The main complaints from debtors are

- lack of contact with the enforcement agent

- the treatment and

- a feeling that debtors are unjustly treated (specially young debtors 18-24 years old are

more negative than older people).

The main complaints from creditors are

- lack of rapidity
- accessibility and
- lack of communication

Source: Debtors', creditors' and the general public's attitude towards the Enforcement Authority - a report from the National Tax Board (2003: 3).

158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
- pour les affaires administratives ?

160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

- entre 1 et 5 jours ?
- entre 6 et 10 jours ?
- entre 11 et 30 jours ?
- plus ?

Veuillez préciser :

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:

- Faute déontologique oui,
nombre :
- Insuffisance professionnelle oui,

	nombre :	
Délit pénal	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	1
	nombre :	
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	1
	nombre :	

162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

Réprimande	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	1
	nombre :	
Suspension	<input type="checkbox"/> oui,	
	nombre :	
Révocation	<input type="checkbox"/> oui,	
	nombre :	
Amende	<input type="checkbox"/> oui,	
	nombre :	
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	1
	nombre :	

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

As already indicated (please see answer to Q. 154), there is a board within the Enforcement Authority (Personalansvarsnämnden) that decides about disciplinary proceedings and sanctions for its employees.

Veillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160

The Enforcement Authority

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
 Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

The Swedish Prison and Probation Service is responsible for implementing prison sentences and probation, for supervision of conditionally released persons, to implement sentences regarding community service and to carry out pre-sentenced reports in criminal cases. The Swedish Prison and Probation Service is also responsible for remand prisons.

164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Fines decided by a criminal court are part of the reoffending study within the annual report of Criminal statistics, published by the national council for Crime Prevention, in the series of Official statistic on Sweden (BRÅ rapport 2007:20).

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.

- Oui
 Non

166) Les notaires ont-ils un statut :

privé (sans contrôle par une autorité publique)?

oui,
nombre :

de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?

oui,
nombre :

public ?

oui,
nombre :

autre ?

oui,
nombre et
précisez :

167) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veillez préciser :

Veillez indiquer la source pour la question 166

9. 1. 2. Supervision

168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui

Non

169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :

une instance professionnelle ?

le juge ?

le ministère de la Justice ?

le procureur ?

autre ?

Veillez préciser :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

10. Fonctionnement de la justice

10. 1. Réformes envisagées

10. 1. 1. Réformes

170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.

On the 1st of November 2008 a number of amendments of the Code of Judicial Procedure, in order to modernise the process of the general courts, will come into force.

One amendment concerns the use of videoconference. Parties, persons who are summoned to give evidence and others can take part in the proceedings by videoconference instead of appearing in the courtroom. When deciding if a person can appear in court via videoconference the court should consider the cost or inconvenience that would otherwise arise and whether the person is afraid to appear in person. A condition for using videoconference is that it is not deemed inappropriate.

Another amendment is that testimony in the district court will be recorded by video technology. This will enable the Court of Appeals deliberations to be limited to the facts that were known to the court of first instance. Thus, the videotaped statements of witnesses in the court of first instance will be used in the Court of Appeal.

The use of video technology will reduce the risk of having to adjourn court proceedings due to witnesses and parties failure to appear in court. It will also make it easier to plan and hold trials and other hearings, which will result in a speedier trial.

Furthermore the courts will be permitted to reject evidence when, despite all reasonable efforts, it proves impossible to take the evidence and the judgement of the court must not be further delayed. Testimony by a witness can for example be rejected if the court cannot locate the witness.

Main hearings will continue to be the normal procedure in criminal cases. There will, however, be possible for the district courts to decide in criminal cases without holding a main hearing when there is no reason to impose another sanction than a fine, unless a main hearing is demanded by a party or if such a hearing is necessary for the sake of the judicial inquiry.